Déclaration CDEN

19 septembre 2024

DECLARATION

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Face à cette rentrée pleine d'incertitudes, une seule chose ne change pas : l'Education Nationale est à l'os. Malgré les nombreuses expressions de la ministre démissionnaire en ce sens, de nombreux.ses élèves sont privé.es d'enseigant.es, au niveau national, académique et départemental. Au niveau des Hautes-Pyrénées, des postes demeurent non pourvus et de nombreux BMP ne le sont pas non plus, environ 7% d'entre-eux. Sur l'ensemble des BMP, le professeur titulaire semble être une espèce en voie de disparition, la moitié seulement d'entre-eux sont pourvus par des enseignant.es titulaires, et en heures il s'agit de bien moins de cette moitié. Comment cela est-il possible alors que de nombreux.ses collègues attendent depuis des années de venir ou revenir dans l'Académie, engendrant des situations personnelles et familiales extrêmement difficiles ? De plus, nous nous étonnons que contrairement au cadre légal et aux expressions des différents niveaux de l'administration, la répartition des BMP montre clairement une affectation des collègues contractuel.les avant les collègues TZR. Pour résoudre ces problèmes, nous rappelons nos revendications : recrutement de titulaires rendu possible par des augmentations massives du traitement, titularisation de tous.tes les contractuel.les sans conditions de concours ni de nationalité.

Les politiques rétrogrades et réactionnaires du précédent Gouvernement continuent de mettre à mal l'Education Nationale. Notre refus de tous les verbiages abscons sur la place de l'autorité, qui semble pour le ministère s'assimiler à un autoritarisme qui tend vers le militarisme, au travers de l'uniforme, du SNU ou encore des conseils de discipline dans le premier degré, reste constant. Pour nous, l'école doit émanciper, former des citoyen.nes libres et non dresser des travailleur.euses corvéables à merci.

Le prolongement pédagogique de ce rapport à l'autorité se retrouve dans les injonctions à l'évaluation et dans le choc des savoirs. Le 10 septembre nous étions mobilisé.es contre ces évaluations hors-sol, violentes et contraires au principe-même de liberté pédagogique. L'école ne doit pas être un outil d'évaluation constante, de tri et de stigmatisation, ce qu'entrainent forcément des évaluations nationales imposées. Le choc des savoirs est lui aussi un outil de tri social, qui préfigure la fin d'un acquis important, le collège unique. C'est inacceptable.

CGT Éduc'action65 Bourse du Travail, 65000 Tarbes
06 31 25 31 32 • cgteduc65@gmail.com
@facebook cgt educ 65
@cgteduc65

DECLARATION

Sur tous ces sujets, la nomination de Michel Barnier comme Premier Ministre nous semble être une prolongation et même un approfondissement de tout le pire qui a pu être fait pour l'Education Nationale ces dernières années. En nommant un homme connu pour ses positions conservatrices et réactionnaires, sans la moindre connaissance ou le moindre intérêt pour le service public d'éducation, nous ne voyons pas comment le Président aurait pu mieux s'y prendre pour montrer son mépris des personnels et des élèves. Comment un homme aux positions contraires aux valeurs de la République, qui a pu avoir des votes sexistes et homophobes et même proposer des mesures comme la suspension de la Convention Européenne des Droits de l'Homme pourrait-il être un dirigeant acceptable ? Ses positions sur l'immigration sont proches de celles de l'extrême-droite la plus rance, et cela nous inquiète fortement pour nos mineurs non accompagnés, d'autant plus que sa nomination a fait l'objet d'un pacte entre le Président et le Rassemblement National. Refuser le résultat des urnes pour imposer une telle personnalité est une faute démocratique et morale, dont nous saurons nous souvenir.

Enfin, nous voyons avec constance la destruction du service public d'éducation nationale se poursuivre par les réformes structurelles et les questions de financement. La réforme de la voie professionnelle réduit le volume horaire d'enseignement des élèves, conduisant ainsi à une baisse de qualité de la formation et à des suppressions de postes, la réforme du lycée général et technologique n'est toujours pas stabilisée alors qu'elle a déjà montré toute sa violence et ses défauts, avec des modalités d'évaluation du baccalauréat qui ne sont pas fixées à la rentrée, et au collège les collègues ne connaissaient pas à la rentrée les modalités de passation du brevet et ne pouvaient donc pas les présenter aux parents et aux élèves. L'ensemble ressemble à une vaste mascarade. On pourrait en rire si les élèves, les personnels et l'avenir de tout un pays n'étaient pas en jeu. Nous continuons de revendiquer l'abandon de toutes ces réformes mortifères et la construction d'un autre projet d'école, respectueux des élèves et des personnels, qui ne serve pas d'outil de communication aux lubies réactionnaires et électoralistes du ministre du moment.

Nous avons eu la surprise de voir paraître, juste après la rentrée, un rapport des inspections générales des finances et de l'enseignement, du sport et de la recherche, qui voit notre ministère comme un moyen d'économiser massivement des fonds publics, au détriment des élèves et des personnels. Après des années à nous dire qu'il fallait attendre la fin du pic démographique pour retrouver des conditions de travail moins inacceptables, le ministère semble aujourd'hui convaincu que le pire doit devenir une norme, que des suppressions massives de postes sont une bonne idée dans un service public déjà en lambeaux. Nous serions particulièrement touché.es dans un territoire comme le nôtre, les petites écoles rurales étant vues dans ce rapport comme un frein à la rationalisation que prônent les IG. Nous espérons que ce rapport retournera à la place qui lui revient, c'est-à-dire dans les poubelles de l'histoire. Et de l'argent pour financer des postes il y en a, par exemple celui dévolu au SNU, décrit par la Cour des Comptes elle-même comme une gabegie financière, volontairement sous-estimée par le Gouvernement.

DECLARATION

Et pendant ce temps, alors que l'école publique manque cruellement de moyens, le privé se gave. *Mediapart* a montré que les collectivités donnent des subventions facultatives à des établissement privés alors que le public tombe en ruine, et *Franceinfo* que les dotations horaires par élève sont plus élevées dans le privé que dans le public. Cela doit cesser. L'argent public ne doit servir que pour l'enseignement public et non financer le séparatisme social de quelques privilégié.es. En ce sens, nous continuons de revendiquer la nationalisation de l'enseignement privé.

En conclusion, nous avons l'impression que le navire coule, et que le ministère souhaite seulement accélérer la chose. Toutes les réformes sont faites contre les personnels, à des fins électoralistes et jamais au service des élèves. Nous exigeons donc un changement rapide de cap politique qui permette de reconstruire un véritable service public d'éducation.